



**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES**

## **Cahier des clauses particulières (CCP)**

**L'acheteur :**

**GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX  
152, quai de Bacalan  
CS 41320  
33082 BORDEAUX CEDEX**

**CCAP numéro : 25F02, établi en application du Code de la commande publique et du  
CCAG Fournitures courantes et services, relatif à :**

---

**FOURNITURE DE BOIS BRUTS, FINIS ET DERIVES**

---









**Procédure adaptée  
en application de l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique**

## SOMMAIRE





1. DÉFINITIONS .....	2
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	4
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	5
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	7
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	11
8. LITIGE ET SANCTIONS .....	11
9. FIN DU CONTRAT .....	14

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	FOURNITURE DE BOIS BRUTS, FINIS ET DERIVES
 Acheteur	GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX
 Type de contrat	Accord-cadre mixte mono-attributaire sans minimum et avec maximum de fournitures
 Structure	Lot unique
 Lieu d'exécution	Réception au magasin général de Bacalan
 Développement durable	Clause environnementale
 Variation des prix	Révisibles (formule)
 Nature des prix	Prix unitaires

## 1. DÉFINITIONS

 Contrat	<p>Le <b>contrat</b> est un accord-cadre passé en Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a>. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.</p>
 Acheteur	<p>L'<b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant qu'entité adjudicatrice. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.</p>
 Titulaire	<p>Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.</p>
 Prestation	<p>La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.</p>

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur la fourniture de bois bruts, finis et dérivés notamment destinés à l'atelier charpente dans le cadre de leurs missions telles que la création de supports, la création d'aménagements en bois, la construction d'échafaudage et autres travaux utilisant le bois

#### ■ Lieu d'exécution :

Les livraisons des fournitures sont effectuées au magasin général du GPMB dont l'adresse de livraison est :

**Grand Port Maritime de Bordeaux  
152, Quai de Bacalan  
33082 Bordeaux Cedex**

Contact : Réceptionniste du magasin général - téléphone 05 56 90 58 48

Les livraisons devront s'effectuer :

- du lundi au mardi de 7H45 à 11H45 et de 12H30 à 16H30
- du mercredi au jeudi de 7H45 à 11H45 et de 12H30 à 16H00
- le vendredi de 7H45 à 11H45 et de 12H30 à 15H30

#### ■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement (AE),
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses 2 annexes intitulées : « Consignes de sécurité » ; « Règlement Général de la Protection des Données »
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- L'offre technique et financière du titulaire.

#### **Pièces générales :**

- Le code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics applicable aux marchés publics de fournitures courantes (approuvé par arrêté du 30 mars 2021).

#### ***Rappel :***

*Toutes les dispositions figurant dans les documents du titulaire (conditions générales de vente ou correspondances) qui seraient contraires aux clauses du présent contrat sont réputées non écrites.*

### 2.2. Intervenants

#### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures**.

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **mixte** en application des articles R2162-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le contrat sera donc exécuté par l'émission de :

- Bons de commande pour les articles définis au BPU,
- Marchés subséquents, qui prendront la forme de bons de commande, pour les autres articles, rentrant dans l'objet du contrat.

Les marchés subséquents et les bons de commande seront émis par le Pôle approvisionnement.

#### ■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- Nom et adresse du titulaire,
- Numéro et date de l'accord-cadre,
- Numéro et date du bon de commande,
- Adresse de livraison,
- Adresse de facturation,
- Désignation et quantités des fournitures commandées,
- Délai d'exécution,
- Prix unitaires,
- Montant total hors taxes de la commande,
- Taux et montant de la TVA,
- Montant total TTC.

Les bons de commande seront émis par le Pôle Approvisionnements du GPMB.

### 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

#### ■ Durée globale du contrat :

La durée de l'accord-cadre est indiquée à l'acte d'engagement.

#### ■ Prestations similaires :

L'acheteur se réserve la possibilité de passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des livraisons complémentaires en cas de renouvellement ou d'extensions, conformément aux dispositions de l'article R2122-4 du Code de la commande publique.

#### ■ Délai des bons de commande :

Les délais d'exécution des prestations seront fixés dans chaque bon de commande.

Leur durée d'exécution ne peut se prolonger au-delà de 3 mois de la date limite de validité de l'accord-cadre. Chaque délai convenu court à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 5.1. Prix du contrat

#### ■ Contenu des prix :

Les prix du contrat sont traités à prix unitaires, sur la base des bordereaux des prix unitaires et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

Les prix ne peuvent comporter de suppléments se rapportant à des frais de dossier, de facturation ou à des minimums de commande.

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les frais de transport jusqu'au lieu de livraison sont en sus selon le prix indiqué au BPU.

#### ■ Variation des prix :

**Les prix de l'accord-cadre sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.**

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, le mois à prendre en compte est le mois limite de remise des offres négociées.

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$C_n = I_n / I_o$$

dans laquelle :

C<sub>n</sub> = Coefficient de révision applicable au prix de base initial

I<sub>n</sub> = Valeur de l'indice connu et définitif à la date d'effet de la révision

I<sub>o</sub> = Valeur de l'indice au mois zéro (Mo), mois de remise des offres

Les prix sont fermes durant la première année du contrat.

La révision des prix sera effectuée annuellement à compter de la date d'effet du contrat.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

L'index utilisé est le suivant :

Code index	Libellé de l'index
010764115	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 16 – Bois, articles en bois, en liège (sauf meubles), vannerie et sparterie

#### ■ Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur dans un délai de 15 jours à compter de la date d'effet de la révision. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

### 5.2. Conditions de paiement

#### ■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du bon de commande / marché subséquent

est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

#### ■ **Paiement des membres du groupement :**

En cas de groupement solidaire et en application de l'article 12.1.2 du CCAG, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement solidaire ou du mandataire.

#### ■ **Présentation des demandes de paiement :**

Lorsque le titulaire remet une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- les noms, n° SIRET et adresse du créancier,
- la date d'émission et le numéro de la demande de paiement ;
- le numéro de l'accord-cadre et le numéro du bon de commande et/ du marché subséquent ;
- le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;

Conformément au Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, **les factures doivent obligatoirement être transmises par voie dématérialisée** via la plate-forme Chorus Portail Pro accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement devront, notamment, comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET du GPMB : **78180414100021** qui identifiera ce dernier comme étant le destinataire de la facture,
- Le numéro d'engagement correspondant au numéro du bon de commande.

#### ■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations définies dans les bons de commande / marchés subséquents.

#### ■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

#### ■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire.

#### ■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

#### ■ Clause technique :

Pour la réalisation des prestations, les prescriptions techniques suivantes s'appliquent :

##### - Panneaux :

Le titulaire s'engage à ce que toutes les fournitures livrées de ce type respectent les caractéristiques techniques et qualitatives précisées dans le tableau ci-dessous et dans le bordereau des prix unitaires.

	Panneau antidérapant Ligne BPU 1 à 4	Panneau standard Ligne BPU 5 à 11	Panneau CTB-X Ligne BPU 12 à 17
Milieu d'utilisation	Extérieur	Intérieur	Extérieur suivant NF CTB-X
Essence du bois	Bouleau	Peuplier	Okoumé
Classe de collage	Classe 3 suivant NF EN 314-2	Classe 2 suivant NF EN 314-2	Classe 3 suivant NF EN 314-2
Dimensions	Suivant le BPU et la norme EN 315 pour les tolérances dimensionnelles		
Film antidérapant	Suivant Norme DIN 51130	-	-

##### - Bois de charpente et construction :

Le titulaire s'engage à respecter les exigences techniques et qualitatives du bordereau de prix unitaire pour chaque livraison. La qualité visuelle des fournitures sera conforme à la classe ST II de la norme NF EN 14081-1/ NF EN 1611-1 et la classe de résistance C24 de la norme EN 338. Ces exigences garantissent que les fournitures correspondent aux usages courants et respectent les normes en vigueur.

Certains bois spécifiques demandés dans le cadre des marchés subséquents pourront faire l'objet d'un traitement sur demande. Le type de traitement sera déterminé en fonction de la classe d'emploi du bois.

Deux types de traitement préventif sont possibles, traitement de surface par trempage ou aspersion, ce traitement protège le bois contre les attaques fongiques et les insectes ou traitement en profondeur réalisé en autoclave, pour une protection plus durable contre les attaques fongiques, les insectes et les termites.

Tous les bois traités seront fongicides, insecticides et anticryptogamiques. Les substances interdites par l'arrêté du 22 octobre 2010 sur le traitement du bois et les substances inertes seront exclues.

De même, les produits de traitement utilisés seront certifiés CTB P+ ou équivalent. Ils respecteront des caractéristiques telles que l'efficacité, la sûreté pour l'environnement et les utilisateurs ainsi qu'une durabilité.

**L'utilisation des bois ou l'appel à des exploitations forestières faisant partie de la " Liste Rouge de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature" (UICN) est à EXCLURE.**

#### ■ Documentation :

Sur demande du GPMB, le titulaire devra être en mesure de produire les documents lui permettant de justifier de la provenance des fournitures livrées ainsi que ceux qui attestent de la conformité aux exigences de techniques et qualitatives du présent document et bordereau de prix unitaires.

#### ■ Emballage :

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, à privilégier la livraison en vrac plutôt qu'en unité distincte.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG, l'acheteur est propriétaire des emballages.

#### ■ **Modalités de livraison :**

Les fournitures doivent être livrées dans les conditions suivantes :

Conformément à l'article 21 du CCAG, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Chaque livraison s'accompagne d'un bon de livraison qui détaille notamment :

- Les références de l'accord cadre ;
- Le numéro du bon de commande émanant du GPMB ;
- La date, lieu et l'heure de livraison ;
- L'identification du titulaire ;
- La désignation technique de la fourniture ;
- La quantité livrée par poste.

Le bon de livraison doit être remis à un agent du GPMB, présent lors de la livraison.

Le Grand Port Maritime de Bordeaux se réserve le droit, en cas d'urgence, de récupérer les fournitures directement chez le fournisseur. Le fournisseur est tenu de charger la marchandise commandée dans les véhicules du Grand Port Maritime de Bordeaux.

#### ■ **Stockage des fournitures :**

Le stockage des fournitures est effectué dans les locaux et sous la responsabilité de l'acheteur.

#### ■ **Transport :**

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Le déchargement des fournitures incombe au titulaire qui doit le réaliser avec ses propres ressources matérielles.

#### ■ **Clause d'exclusivité :**

L'acheteur est tenu de recourir au présent contrat pour l'achat des produits référencés au BPU.

Le titulaire a une exclusivité, sauf dans les cas suivants :

- si l'acheteur est amené à constater, dans le cadre de l'établissement d'un devis pour un marché subséquent, une incohérence manifeste avec les prix moyens observés sur le marché économique, pour les prix non prévus au BPU ;
- en cas d'incapacité du titulaire à fournir les articles dans le délai fixé à l'acte d'engagement,
- en cas de non-respect du délai de remise du devis fixé à l'acte d'engagement.

## **6.2. Vérification des prestations**

#### ■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

#### ■ **Opérations de vérification des fournitures :**

Les fournitures sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications lors de la livraison des fournitures. Si aucune décision n'est



notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

#### ■ Reliquats de commande :

En cas de reliquat de commande, le titulaire devra informer le service Approvisionnements par courriel des nouveaux délais dans l'accusé de réception de commande.

Un suivi particulier des reliquats de commande sera fait hebdomadairement avec le service Approvisionnements pour s'assurer des délais de livraisons.

#### ■ Statistiques annuelles :

Le titulaire devra transmettre annuellement à la date d'anniversaire de l'accord-cadre, à l'acheteur, la liste récapitulative de fournitures commandées avec les quantités et montants afférents.

Les statistiques devront être fournies par fichier électronique (format tableur).

Les données attendues doivent reprendre les informations suivantes par article :

- Désignation de l'article + n° de prix,
- Quantité annuelle d'article commandé, PU de l'article, le montant total,
- Numéro de commande Associé.

### 6.3. Développement durable

#### ■ Clause environnementale :

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article 2111-1 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental. À ce titre, les échanges par voie dématérialisée seront privilégiés.

Le titulaire s'assure du respect de ces obligations environnementales.

### 6.4. Autres stipulations

#### ■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

Le présent accord-cadre pourra subir des modifications sous réserve des dispositions prévues aux articles R2194-1 à R2194-4 du Code de la commande publique.

Ainsi, l'acheteur peut, pendant l'exécution de l'accord-cadre, prescrire au titulaire des modifications non substantielles relatives aux fournitures ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

Cela peut concerner notamment :

- Modifications et/ou des ajouts de fournitures afin de faire face à des difficultés d'approvisionnement et/ou des évolutions de produits. Ces modifications et/ou ajouts peuvent impacter les prix prévus dans le Bordereau de Prix Unitaires et les délais de livraison tels indiqués à l'acte d'engagement ;
- Disparition d'indices sans indice de substitution : en cas de disparition d'un indice de révision de prix, et dans le cas où aucun indice de substitution n'est préconisé, un nouvel indice est choisi par la personne publique avec l'accord du titulaire ;

- Offre promotionnelle qui peut être proposée par le titulaire en cours d'exécution du marché. Ces offres promotionnelles peuvent notamment porter sur une diminution des prix nets du présent contrat. Le titulaire adresse les offres promotionnelles au GPMB par tout moyen permettant de donner date certaine. L'offre promotionnelle s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion ;
- Prolongation de la durée initiale de l'accord-cadre dans le cas où l'acheteur souhaite disposer d'un temps supplémentaire pour réaliser des commandes et/ ou pour l'instruction d'un nouvel accord-cadre ;
- Prolongation de la durée initiale de l'accord-cadre dans le cas où l'acheteur fait l'objet d'une modification de structure ;
- Lorsque des circonstances exceptionnelles (épidémie ou pandémie, catastrophe naturelle ou crise économique majeure) affectent les conditions d'exécution du marché, des dispositions pourront être prises pour faire face aux difficultés liées à leur survenance, à savoir :
  - Suspension du délai d'exécution de l'accord-cadre, d'un marché subséquent ou d'un bon de commande,
  - Prolongation du délai d'exécution de l'accord-cadre, d'un marché subséquent ou d'un bon de commande,
  - Passation de marché de substitution dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie d'un marché subséquent ou d'un bon de commande, notamment lorsqu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive ;
- Renonciation, modularisation ou annulation des pénalités de retard : Possibilité de renoncer ou de moduler à la baisse le montant des pénalités applicables, au vu notamment de la capacité financière de l'entreprise titulaire, du montant de l'accord-cadre ainsi que des enjeux découlant du respect des délais ;
- Un ajustement des délais indiqués à l'acte d'engagement ;
- Une défaillance du titulaire aux fins que celui-ci propose un tiers remplaçant, soit pour achever les prestations, soit pour transférer les droits et obligations du présent contrat vers ce tiers.

En tout état de cause :

- Toute modification ou évolution impactant la solution développée doit être conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au présent contrat et doit être techniquement équivalent ou supérieur aux fournitures prévues initialement,
- Toute modification est conforme à l'objet du contrat et en lien direct (déclinaison ou accessoire) avec les fournitures du contrat et nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.
- La modification ne saurait avoir une incidence financière ayant pour effet de bouleverser l'économie du contrat. Par conséquent, l'incidence financière sur les montants maximum de l'accord-cadre ne peut être supérieure à 10%.

### **Modalités de mise en œuvre des modifications**

#### **a) Modification à l'initiative du titulaire**

Dans le cadre des modifications susvisées, le titulaire fournira les éléments justificatifs ainsi que l'actualisation de tout document affecté par cette modification et notamment :

- Les justificatifs techniques et/ou fonctionnels des liens directs (déclinaison, accessoire) entre les fournitures modifiées ou ajoutées et les fournitures présentes à l'accord-cadre,
- La documentation technique du matériel ajouté ou modifié,
- Les justificatifs tarifaires,
- Les fiches techniques mises à jour, le cas échéant,
- Le bordereau des prix mis à jour, le cas échéant,
- Élément de preuve de l'impossibilité de réaliser les prestations en cas de circonstances exceptionnelles.

A compter de la réception de la demande, l'acheteur dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires maximum pour valider la modification, ajout ou retrait, ainsi que le(s) nouveau(x) prix à intégrer.

En cas d'accord entre les parties, et selon la nature de la modification, la clause de réexamen sera mise en œuvre soit par avenant, soit par une simple décision de l'acheteur notifiée au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai maximal d'un mois, est réputé l'avoir acceptée et l'exécute.

En cas de refus de validation, le titulaire devra proposer une autre référence aux caractéristiques techniques à minima équivalentes à celles proposés initialement au BPU.

**Nb : le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques ou financières sans autorisation préalable de l'acheteur.**

b) Modification à l'initiative de l'acheteur

L'acheteur justifiera les modifications relevant de son initiative.

À compter de la réception de la demande, le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires maximum pour valider la modification.

En cas d'accord entre les parties, et selon la nature de la modification, la clause de réexamen sera mise en œuvre soit par avenant, soit par une simple décision de l'acheteur notifiée au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai maximal d'un mois, est réputé l'avoir acceptée et l'exécute.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale

■ **Dématérialisation du suivi :**

Pour la dématérialisation des échanges avec le titulaire, l'acheteur met en œuvre les dispositifs suivants :

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le GPMB peut utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Profil acheteur
- Lettre recommandée électronique adressée au courriel précisé à l'acte d'engagement.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

### ■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

Tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales en fournissant :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale,
- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance),
- la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) précisant :
  - sa date d'embauche ;
  - sa nationalité ;
  - le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

### ■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

### ■ Sous-traitance :

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

### ■ Autres obligations du titulaire- dispositions applicables en cas de titulaire étranger :

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, le maître de l'ouvrage, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-7 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

#### ■ Garantie :

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour à l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement, s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état

Conformément à l'article 33.1 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un (1) an.

## 7.2. Obligations liées à la sécurité

#### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution des prestations	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au bon de commande le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule <b><math>P = V \times R / 1000</math></b> . Avec : P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard

#### ■ Plafonnement des pénalités :

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

#### ■ Seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

### ■ Observations préalables à l'application des pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

## 8.2. Autres stipulations

### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### ■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Bordeaux  
9 rue Tastet  
CS 21490  
33063 Bordeaux Cedex  
Téléphone : 05 56 99 38 00  
Courriel : [greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)  
Télécopie : 05 56 24 39 03  
Site internet : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9. FIN DU CONTRAT

### ■ Propriété intellectuelle :

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

#### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général.

Par dérogation à l'article 42 alinéa 1 du CCAG-FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation dans le cas d'une résiliation pour motif d'intérêt général, excepté celle pour prestations Reçues

#### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2 du CCP déroge aux articles 4.1 et 4.2.1 du CCAG-FCS.

La rubrique *Emballage* de l'article 6 du CCP déroge aux articles 20.2.1 et 20.2.2 du CCAG FCS

La rubrique *Pénalités* de l'article 8 du CCP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS.

La rubrique *Fin du contrat- Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du CCAP déroge à l'article 42 alinéa 1 du CCAG-FCS.



#### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)